

**Point de presse de la porte-parole -
Liban/Annonce de la démission du
Premier ministre Saad Hariri - Tir
balistique contre Riyad/Déclaration
de M. Le Drian -
Birmanie/Entretien téléphonique de
M. Le Drian avec Mme Aung San
Suu Kyi - Singapour/Entretien de
M. Le Drian avec M. Iswaran -
Pays-Bas/Entretiens de M. Le Drian
et de Mme Loiseau avec M. Halbe
Zijlstra - Allemagne/Déplacement
de Mme Loiseau - Syrie/Attentat à
Deir ez-Zor - Haïti -
Climat/Participation de la France à
la COP23 - Liban - RDC - Yémen -
Égypte
(Paris, 06 novembre 2017)**

Au point presse de ce jour, la porte-parole a rappelé les deux déclarations que nous avons faites les 4 et 5 novembre 2017 :

1 - Rappel - Liban - Annonce de la démission du Premier ministre Saad Hariri - Déclaration de la porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (4 novembre 2017)

La France prend note de la démission du Premier ministre Hariri et respecte sa décision.

Nous appelons l'ensemble des parties libanaises à agir dans un esprit de responsabilité et de compromis. Un an après la remise en route des institutions du pays, il est dans l'intérêt de tous que le Liban n'entre pas dans une nouvelle période d'instabilité. L'union des Libanais est indispensable pour permettre à la communauté internationale d'aider le pays à faire face aux défis nombreux qui sont les siens. Nous restons en contact étroit avec l'ensemble des acteurs politiques libanais.

La France se tient aux côtés du Liban et réaffirme son soutien à l'unité, la souveraineté et la stabilité de ce pays ami.

2 - Rappel - Tir balistique contre Riyad - Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (5 novembre 2017)

La France condamne avec la plus grande fermeté le tir balistique revendiqué par les rebelles Houthis qui a visé Riyad la nuit dernière depuis le Yémen.

Cette nouvelle agression contre le territoire saoudien ciblait délibérément une zone civile. Elle a été mise en échec par la défense aérienne du Royaume. Mais elle illustre une nouvelle fois le danger que la prolifération balistique fait courir à l'ensemble de la région.

La France se tient au côté de l'Arabie saoudite et réaffirme son plein soutien à la sécurité du Royaume face aux menaces auxquelles il est confronté.

Elle a fait les déclarations suivantes :

3 - Birmanie - Entretien téléphonique de M. Jean-Yves Le Drian avec Mme Aung San Suu Kyi (6 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu ce matin avec Mme Aung San Suu Kyi, conseillère pour l'État de Birmanie.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a exprimé la vive préoccupation de la France concernant les violences et les déplacements forcés dont sont victimes les populations rohingyas. Il a demandé à ce que les forces de sécurité birmanes mettent fin aux violences dans l'État d'Arakan, qu'elles assurent sans discrimination la protection des populations civiles et de leurs biens et garantissent, le plus rapidement possible, le rétablissement d'un accès humanitaire sûr et sans entrave ainsi que l'accès aux médias.

M. Jean-Yves Le Drian a indiqué que la France soutenait l'engagement du gouvernement civil birman, annoncé le 12 octobre par Mme Aung San Suu Kyi, à organiser en lien avec les Nations unies le retour et la réinstallation des réfugiés et l'assistance humanitaire.

Au cours de cet échange téléphonique, M. Jean-Yves Le Drian a réitéré le soutien de la France à la transition démocratique birmane menée par Mme Aung San Suu Kyi.

4 - Singapour - Entretien de M. Le Drian avec M. Iswaran, ministre du commerce et de l'industrie (Paris, 6 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères s'est entretenu ce matin avec M. S. Iswaran, ministre du commerce et de l'industrie de la République de Singapour, à l'occasion de sa visite en France du 6 au 9 novembre.

Les deux ministres ont souligné l'importance du renforcement de notre partenariat stratégique, notamment dans les secteurs d'activité propices à l'innovation. L'année conjointe

France-Singapour de l'innovation, qui se déroulera en 2018, permettra de renforcer nos partenariats scientifiques, technologiques et économiques, ainsi que la coopération entre nos deux réseaux de start-up et nos administrations chargées de la transformation digitale.

La France et Singapour sont favorables à une mondialisation régulée dans un cadre multilatéral. M. Jean-Yves Le Drian a souhaité à ce titre que la France continue de développer ses relations avec l'ASEAN dont Singapour prendra la présidence en 2018.

5 - Pays-Bas - Entretiens de M. Jean-Yves Le Drian et de Mme Nathalie Loiseau avec M. Halbe Zijlstra, ministre des affaires étrangères (Paris, 6 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, ont rencontré aujourd'hui à Paris le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Halbe Zijlstra.

Les ministres ont évoqué l'avenir de l'Union européenne et se sont engagés à oeuvrer ensemble, dans le cadre de l'«Agenda des leaders», à l'affirmation d'une Europe forte, sûre et souveraine, qui agisse pour ses citoyens et les protègent mieux. Ils sont convenus de travailler en priorité sur la sécurité, les migrations, la stabilité et la prospérité de la zone euro, la transition écologique, le numérique et la compétitivité. De concert avec nos partenaires européens, nous établirons ainsi le nouvel Agenda stratégique 2019-2024. À cette fin, la France accueillera en 2018 le troisième séminaire franco-néerlandais sur l'Union européenne.

Les ministres ont salué les progrès importants faits dans le domaine de l'Europe de la défense, alors que l'Union européenne doit plus que jamais prendre ses responsabilités dans le contexte géopolitique actuel et compte tenu de l'instabilité dans son voisinage. La France et les Pays-Bas entendent participer à la coopération structurée permanente dont le lancement doit intervenir avant la fin de l'année. Les ministres ont également apporté leur soutien à une adoption rapide du programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense.

À la faveur de la participation des Pays-Bas au conseil de sécurité des Nations unies en 2018 en tant que membre non-permanent, les ministres ont décidé une coopération étroite sur les sujets déterminants pour la paix et la sécurité internationale, en particulier le Sahel, l'approche coordonnée des crises et la lutte contre le terrorisme dans le cadre de la prévention des conflits. Les ministres sont également convenus d'attirer l'attention du conseil de sécurité sur les causes profondes des conflits, sur la nécessité de «redevabilité» et sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix.

Concernant précisément le Sahel, la France et les Pays-Bas sont déterminés à poursuivre leur engagement en faveur de la sécurité et du développement de cette région fragile, par leur participation respective dans la mission Barkhane et au sein de la MINUSMA, par leur soutien au G5 Sahel qui permet à la région de prendre davantage de responsabilité dans la gestion de sa propre sécurité.

Les ministres ont constaté leur convergence sur les migrations, dont la gestion nécessite une approche européenne intégrée combinant la protection des réfugiés, la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, la lutte contre l'immigration irrégulière et l'action sur les causes profondes de l'immigration telles que la pauvreté et l'insécurité.

Alors que l'ouragan Irma a durement touché les territoires ultramarins de la France et du Royaume des Pays-Bas, les ministres sont revenus sur la coopération étroite qui se poursuivra sur le terrain entre les deux pays, avec les administrations de Sint Maarten et Saint-Martin, en faveur de la reconstruction de l'île.

Enfin, les ministres ont échangé sur les domaines dans lesquels la coopération économique bilatérale pourra être renforcée, tels que les secteurs d'innovation, l'agroalimentaire, la mobilité durable, l'énergie, le climat et l'économie circulaire. Les ministres ont rappelé l'importance qu'ils attachent aux rencontres régulières entre secteurs privés, comme le «Dialogue stratégique commercial», et appelé de leurs vœux l'organisation de rencontres prochaines afin de rapprocher les acteurs économiques français et néerlandais.

6 - Allemagne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Berlin (6-7 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend à Berlin le 6 et 7 novembre.

Le 6 novembre, elle remettra avec son homologue allemand Michael Roth le prix «de Gaulle-Adenauer» 2017, décerné cette année aux écoles professionnelles de Kehl («Berufliche Schulen Kehl») pour leur travail exemplaire dans le domaine de la formation professionnelle transfrontalière. Lancé en 1988 à l'occasion des 25 ans du traité de l'Élysée, doté de 10.000 euros, ce prix est décerné aux personnalités, initiatives ou institutions ayant, par leur action, apporté une contribution notable à la consolidation de l'amitié franco-allemande.

Le 7 novembre, M. Gérard Collomb, ministre de l'intérieur, et Mme Nathalie Loiseau, coprésideront la première réunion plénière du conseil franco-allemand de l'intégration avec leurs homologues allemands, MM. Thomas de Maizière et Michael Roth. Le conseil franco-allemand de l'intégration réunit, outre les ministres de l'intérieur et les deux secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande, 20 membres des administrations française et allemande, des collectivités, des associations et d'organisations de la société civile impliquées dans les questions d'intégration de part et d'autre du Rhin. Il a pour objectif de mettre en lumière les expériences et bonnes pratiques respectives en matière d'intégration et de faire progresser nos dispositifs nationaux, que ce soit en matière d'apprentissage de la langue, de formation civique, de réussite scolaire et d'égalité des chances, d'orientation professionnelle ou d'aménagement du territoire et de logement.

A l'occasion de son déplacement, Mme Nathalie Loiseau aura également des entretiens politiques bilatéraux.

Pour plus d'information :

https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/evenements/article/remise-du-prix-adenauer-de-gaulle-2017-aux-ecoles-professionnelles-de-kehl

https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/evenements/article/1ere-reunion-pleniere-du-conseil-franco-allemand-de-l-integration-07-11-17

7 - Syrie - Attentat à Deir ez-Zor (5 novembre 2017)

La France condamne l'attaque terroriste qui a coûté le 5 novembre la vie à 75 personnes, en majorité des civils fuyant les combats à Deir ez-Zor.

La lutte contre le terrorisme est notre priorité. C'est le sens des efforts militaires que nous déployons en lien avec nos partenaires de la coalition internationale contre Daech.

Alors que des progrès importants ont été accomplis dans la lutte contre Daech en Syrie, seule une solution politique au conflit syrien, dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité, permettra de répondre de façon durable au défi du terrorisme.

8 - Haïti - Nomination de Mme Susan D. Page au poste de représentante spéciale des Nations unies

La France salue la nomination, le 2 novembre, de Mme Susan D. Page au poste de représentante spéciale et chef de la mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH).

Elle lui adresse tous ses vœux de réussite et exprime sa reconnaissance à l'ancienne représentante spéciale, Mme Sandra Honoré, qui a encadré avec succès la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) jusqu'à sa fermeture le 15 octobre, et à M. Mamadou Diallo, représentant spécial adjoint, qui a assuré l'intérim.

Première ambassadrice des États-Unis au Soudan du Sud, Mme Susan D. Page était la représentante spéciale adjointe pour l'État de droit à la MINUSTAH depuis janvier 2017.

9 - Climat - Participation de la France à la COP23 (Bonn, 6-17 novembre 2017)

La 23ème conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la COP23, présidée par la République des Fidji, se tient à Bonn du 6 au 17 novembre.

C'est la première fois qu'un petit État insulaire, l'un des plus directement menacés par le réchauffement climatique, préside une COP. Les nombreux acteurs étatiques et non-étatiques réunis à Bonn attestent de la mobilisation internationale pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, à un moment clé.

Les trois principaux objectifs de cette COP pour permettre des avancées concrètes dans la lutte collective contre le changement climatique sont :

- poursuivre la négociation des règles d'application de l'Accord de Paris qui seront adoptées lors de la COP24. Il s'agit notamment de définir les caractéristiques communes des contributions nationales en harmonisant les informations données par les États et les modes de comptabilité ainsi que de préciser le périmètre du bilan mondial quinquennal qui entrera en vigueur en 2023 ;
- entamer le «Dialogue de Talanoa» qui doit permettre de relever collectivement le niveau d'ambition des engagements pris par les États puisqu'il est presque impossible de limiter la hausse de la température de 2°C sans effort additionnel ;
- continuer à nourrir l'Agenda de l'action. Des journées spécifiques seront consacrées aux secteurs stratégiques tels que les énergies renouvelables ou la gestion de l'eau.

La France est mobilisée pour mettre en oeuvre l'Accord de Paris. Le plan climat de juillet 2017 a fixé le cadre précis et volontariste des ambitions écologiques et climatiques de la France. Nous sommes l'un des premiers pays au monde à nous être fixé l'objectif de la neutralité carbone en 2050. Nous sommes également particulièrement attentifs aux enjeux de l'adaptation de nos sociétés aux changements climatiques et à la prévention de ses effets.

«L'espace France» (accessible en «zone Bonn») propose un parcours de sensibilisation et des rencontres avec une quarantaine de spécialistes du réchauffement climatique pendant les deux semaines de la conférence.

La porte-parole a répondu aux questions suivantes :

10 - Liban

Q - La France a toujours été l'amie du Liban. Pouvez-vous nous mettre au courant sur les démarches que Paris effectue pour faire sortir le Premier ministre libanais M. Saad Hariri du Royaume de l'Arabie Saoudite ?

R - Nous ne commentons pas les rumeurs de presse.

Je vous renvoie à notre déclaration du 4 novembre sur la démission du Premier ministre libanais.

11 - République démocratique du Congo

Q - La commission électorale de République démocratique du Congo a annoncé des élections générales dans ce pays pour le 23 décembre 2018. Quelle est votre réaction ? Ce calendrier est-il trop tardif ?

R - La France rappelle l'importance que le processus électoral soit conduit dans le respect de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord politique du 31 décembre 2016.

Elle réitère son appel au dialogue et au rejet de tout recours à la violence ainsi que la nécessité de la mise en oeuvre urgente et complète de l'accord du 31 décembre, s'agissant notamment des mesures de «décrispation» politique, nécessaires pour réunir les conditions d'élections crédibles et inclusives.

Le conseil de sécurité des Nations unies s'est exprimé le 30 octobre par une déclaration à la presse. Il a salué l'offre faite par la communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Union africaine et l'Union européenne en vue de la constitution d'une équipe coordonnée d'experts pour appuyer la préparation des élections.

12 - Yémen

Q - Est-ce que vous considérez aussi que l'Iran est responsable pour le tir balistique Houthi vers Riyad comme le président américain a déclaré hier ?

R - Comme l'a déclaré M. Jean-Yves Le Drian hier, «la France condamne avec la plus grande fermeté le tir balistique revendiqué par les rebelles Houthis qui a visé Riyad depuis le Yémen. Cette nouvelle agression contre le territoire saoudien ciblait délibérément une zone civile et illustre une nouvelle fois le danger que la prolifération balistique fait courir à l'ensemble de la région. La France se tient au côté de l'Arabie saoudite et réaffirme son plein soutien à la sécurité du Royaume face aux menaces auxquelles il est confronté».

13 - Égypte

Q - Est-ce que vous avez partagé les inquiétudes du Canada, de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays Bas et du Royaume-Uni sur le cas de l'avocat Ibrahim Metwally Hegazy. Si oui, avez-vous partagé cette inquiétude avec les autorités égyptiennes ?

R - Nous évoquons régulièrement la question des droits de l'Homme avec les autorités égyptiennes.

La récente visite officielle du président égyptien M. Abdel-Fatah al-Sissi a permis d'aborder ce sujet important et, comme l'a indiqué le président de la République, de présenter nos demandes sur des cas individuels./.